

Martissant six mois après, la guerre des gangs se poursuit, les forces de l'ordre tenues en échec

Comme pour marquer les six mois de leur guerre sanglante ce mercredi 1er décembre, les bandits armés ont encore fait couler le sang à Martissant de façon spectaculaire. Ils ont attaqué à l'arme automatique un bus qui transportait 38 passagers. Une femme a été tuée sur le coup et 12 autres personnes ont été grièvement blessées, selon le constat du juge de paix Moïse Jean à l'hôpital de Diquini où le bus a été conduit avec les victimes. Le juge a dit aussi constater un autre corps sans vie à Fontamara.

« C'est un carnage qu'ils ont fait », décrit au Nouvelliste le juge de paix Moïse Jean. Le bus qui transportait 38 personnes a été attaqué à Martissant 4 par des hommes armés qui ont ouvert le feu sur le véhicule qui se rendait à Carrefour. « Un projectile a perforé la tête d'une dame qui est morte sur le coup dans le bus. 12 autres passagers ont reçu des projectiles à la tête, au coup... partout. A l'hôpital de Diquini, j'ai constaté neuf passagers grièvement blessés à la salle d'urgence et trois blessés au bloc opératoire », a rapporté le juge au Nouvelliste.

Le Nouvelliste a appris que les centres hospitaliers de Carrefour n'ont pas actuellement les moyens nécessaires pour prendre en charge les blessés et il est impossible de transporter dans d'autres centres hospitaliers à Port-au-Prince à cause de la guerre des gangs à Martissant.

Le 1er juin dernier, les gangs armés de Grand-Ravine, de Village-de-Dieu et de Tibwa sont entrés en guerre. Six mois après, les affrontements entre ces groupes armés se poursuivent à Martissant et à Fontamara. Un conflit sanglant qui a déjà fait un nombre incalculable de victimes au sein de la population civile et des milliers de déplacés. Les écoles, les entreprises, les hôpitaux, les habitants ont tous abandonné ce quartier de Port-au-Prince. Incapables de reprendre le contrôle de la situation dans cette zone, six mois après, les autorités donnent l'impression qu'elles ont tout simplement abandonné cet important tronçon de la route nationale numéro 2 qui relie quatre départements à la capitale.

Martissant devient un véritable cimetière à ciel ouvert. Les chiens et les porcs dépècent les cadavres des gens tués dans cette guerre entre gangs armés pour le contrôle de ce territoire voisin de la Primature, du Parlement et du Palais national. Si la police nationale a pu empêcher les groupes armés d'occuper le sous-commissariat de la zone, elle n'a cependant jamais pu faire fonctionner son local comme avant le 1er juin dernier. Sur la route principale à Martissant et à Fontamara des individus armés ne se cachent plus. Ils se pavanent armés jusqu'aux dents en toute quiétude.

Le mercredi 1er décembre, qui a marqué les six mois de ce conflit armé, la situation était particulièrement tendue à Fontamara dans la zone de Cité Cabrit, contrôlée par le gang de Tibwa. Le gang de Village-de-Dieu a débarqué dans ce quartier en semant la terreur. Jusqu'à présent, Le Nouvelliste n'était pas en mesure de confirmer s'il y a eu des pertes en vies humaines.

Six mois depuis que les forces de l'ordre sont tenues en échec par les bandits qui tuent, kidnappent, violent, dépouillent les passants à Martissant et à Fontamara. Les véhicules blindés de la police remarqués notamment devant le sous-commissariat ne dissuadent nullement les bandits.

« Jodi a fè 6 mwa depi gwoup gang Gran Ravin ak Vilaj de Dye mete tout moun Matisan deyò lakay yo. Yo boule kay, touye moun, fè kadejak sou fanm. 6 mwa aprè, moun Matisan ap dòmi anba galri, sou plas dam ou bien devan pòt kay moun », s'insurge un journaliste, qui habitait à Martissant depuis de nombreuses années.

« Six mois après, il n’y a plus rien à dire de Martissant. Même les organisations de défense des droits humains ne font pas cas de Martissant », a-t-il tancé.

Selon le journaliste, les autorités pouvaient éviter cette catastrophe humanitaire à Martissant. « Elles n’ont rien fait... », a-t-il dénoncé.

Comme ce confrère de la presse, ils sont des milliers de gens qui ont dû fuir Martissant et Fontamara depuis le début des affrontements entre les gangs armés.

Certains d’entre eux se sont réfugiés au centre sportif de Carrefour. Au départ, ils étaient plus de 1 500 déplacés. Aujourd’hui, ils sont environ 900 qui vivent encore dans la promiscuité. Six mois après, ces déplacés perdent tout espoir de retourner un jour chez eux.

Des hôpitaux sans médecins à Carrefour

Toutes les structures sanitaires ont, depuis des mois, abandonné Martissant. Médecins sans frontières a été le dernier à quitter la zone après avoir été attaqué par des bandits. À Carrefour, les hôpitaux fonctionnent souvent sans la présence de médecins qui ne peuvent pas traverser Martissant. « Beaucoup de médecins ne peuvent plus venir travailler à Carrefour. Nous avons des difficultés à être alimentés en oxygène et en médicaments... Nous sommes presque bloqués », a rapporté le Dr Jean-Robert Régis, responsable du centre hospitalier de Bizoton à Carrefour, soulignant que depuis plusieurs mois, les ambulances refusent de passer à Martissant pour venir prendre des malades à Carrefour.

« On ne voit pas venir de solutions. C’est une véritable catastrophe... », a lancé le Dr Jean-Robert Régis.

La guerre des gangs à Martissant et Fontamara asphyxie Carrefour

Outre le centre sportif de Carrefour, la grande majorité des déplacés de Martissant ont trouvé refuge chez ou des proches dans cette commune. Une situation qui crée une pression démographique sur cette municipalité déjà en proie à toutes sortes de difficultés structurelles. Pire encore, en raison du blocage de la route de Martissant, Carrefour a un sérieux problème d’approvisionnement en oxygène médical, en médicaments et en produits de première nécessité.

« Pratiquement toutes les entreprises à Carrefour ont fermé leurs portes parce qu’elles ne peuvent plus s’approvisionner en matières premières. Le taux du chômage a beaucoup augmenté dans la commune », s’est plaint Jude Édouard Pierre, le maire de Carrefour, soulignant que sa municipalité vit un moment pour le moment compliqué.

Puisqu’il n’y a pas d’activités économiques dans la zone, les recettes communales sont réduites en peau de chagrin. « Neuf mois depuis que je suis dans l’impossibilité de payer les employés de la mairie », a soupiré Jude Edouard Pierre qui a critiqué le gouvernement d’avoir abandonné Martissant.

A Carrefour, les prix des produits de première nécessité grimpent. Quand la route n’est pas totalement bloquée, les gangs armés exigent un droit de passage aux camions qui transportent des marchandises. Sinon, ils les détournent et les pillent.

De la 5e avenue à Fontamara, ce tronçon est devenu en six mois une zone fantôme et à haut risque. Les autorités semblent n’avoir pour le moment aucune solution pour reprendre le contrôle de la situation. Personne n’est en mesure de dire ni de faire une estimation des personnes tuées en six mois dans cette guerre sanglante entre les gangs armés.

